

ARCELORMITTAL ANNABA

Le partenaire étranger aurait menacé de suspendre sa gestion

Le partenaire franco-indien aurait menacé de suspendre sa gestion du complexe ArcelorMittal El-Hadjar (Annaba) si les conditions de sécurité ne sont pas garanties par les pouvoirs publics, indiquent des sources fiables.

Cette menace serait intervenue après l'audition du premier responsable d'ArcelorMittal Algérie, Vincent Le Gouic, par les patrons du groupe franco-indien. Celui-ci avait en effet quitté subitement Annaba, mercredi soir, en compagnie de son staff (12 cadres français) pour le siège du groupe.

Contacté par nos soins, Mohamed Guedha, qui assure l'intérim du P-dg, estime que ce départ était motivé par des «consultations» avec les responsables du groupe au Luxembourg. Il a affirmé ne pas être au courant d'éventuelles menaces adressées par le groupe pour une suspension de la gestion du complexe. Toutefois, les mouvements inhabituels des éléments de la gendar-

merie, constatés hier sur les lieux, viennent corroborer cette thèse.

Ces mouvements font suite à la plainte déposée par le P-dg par intérim contre les personnes qui cherchent à porter préjudice à la bonne marche du complexe. L'ensemble de ces installations fonctionnent depuis vendredi soir normalement, après un arrêt de 48 heures, conséquemment au blocage du portail d'entrée par des énergumènes n'ayant aucun lien avec le complexe, a-t-on appris de sources patronale et syndicale.

Des membres du syndicat de l'entreprise nous ont indiqué que les éléments de la gendarmerie veillent sur le site depuis vendredi dernier sur réquisition du wali de Annaba, et ce, après avoir évacué



Des personnes cherchent à porter préjudice à la bonne marche du complexe.

les énergumènes qui bloquaient le portail principal de l'usine. Les éléments de la gendarmerie accomplissent depuis cette date des rondes, de jour comme de nuit, pour empêcher toute personne

étrangère de venir perturber la quiétude des travailleurs ou les empêcher d'accéder à leurs postes de travail. Les représentants des travailleurs (syndicat et comité de participation) qui ne sont pas au

courant d'une éventuelle suspension de la gestion par le partenaire étranger invitent les travailleurs du complexe à rester mobilisés pour «faire échouer le complot ourdi par des personnes étrangères à leur usine et qui ne cessent de manipuler des jeunes dans le but de porter atteinte aux intérêts des travailleurs». Ils estiment que «les manœuvres de ces personnes ont un but, celui de perturber les négociations salariales prévues dans les prochains jours entre le partenaire social et l'employeur». Les représentants des travailleurs promettent, par ailleurs, de révéler, dans les tout prochains jours, les tenants et les aboutissants de ces manœuvres de déstabilisation menées par des manipulateurs, connus de tous, et qui seraient, précisent les mêmes sources, surveillés de près par les services de sécurité.

A. Bouacha

LABORATOIRE DE CONTRÔLE ET BUREAUX D'ÉTUDE PENCHÉS SUR LA QUESTION

Comment ouvrir les entreprises de travaux publics aux Algériens ?

La révolte populaire qui gronde dans les pays arabes pousse le gouvernement à revoir ses projets et ses priorités. Hier, le ministre des Travaux publics a inauguré une journée d'étude sur la valorisation et l'exploitation de la compétence nationale au sein de l'entreprise algérienne.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Des parlementaires, des syndicalistes, des cadres, ainsi que des représentants de 51 entreprises étatiques sous tutelle

ont pris part à cette réunion, qualifiée «d'importante». L'objectif, discuter des problèmes de ces entreprises et élaborer une plate-forme de revendications qui sera

soumise au Conseil des participations de l'Etat pour validation. «Les propositions qui émanent de cette rencontre seront soumises, jeudi prochain, au plus tard, au CPE», a affirmé le ministre des Travaux publics, M. Amar Ghoul.

Trois ateliers de travail ont été formés, regroupant des entreprises de réalisation, des laboratoires de contrôle et des bureaux

d'études pour se pencher sur la question et mettre sur pied une plate-forme de revendications.

L'approvisionnement des entreprises, la lourdeur des procédures, le code des marchés, la rémunération des employés, le recrutement, la gestion des ressources humaines ainsi que l'encouragement du partenariat entre les entreprises nationales ont été parmi les

points soulevés. «Nous voulons offrir toutes les facilitations à nos entreprises pour qu'elles évoluent dans un environnement favorable et s'ouvrent aux universitaires et aux jeunes talents algériens. Ce n'est pas l'argent qui manque ; Ce n'est pas non plus, le dynamisme, la volonté ou les projets qui manquent ; et, enfin, ce ne sont pas la mobilisation, la concertation et la coordina-

tion qui nous manquent», a-t-il soutenu. Pour sa part, le secrétaire national de l'UGTA a précisé que l'Union générale des travailleurs algériens porte le costume du partenaire social, censé accompagner l'entreprise dans son développement. «Nous voulons donner les moyens supplémentaires aux managers pour avancer et pour prendre des initiatives», a-t-il précisé. I. B.

SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LE MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET CELUI DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Accès à internet et des points postaux à l'université

Une convention de coopération a été signée, hier à Alger, entre les ministères de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Cette initiative consiste à mettre à la disposition des étudiants l'Internet sans fil-Wifi, aussi bien dans les établissements de l'enseignement supérieur qu'au niveau des cités universitaires. Des points postaux de proximité ainsi que des distributeurs automatiques de billets de banque (DAB) sont prévus également. «Cet accord s'inscrit dans le cadre de la stratégie e-Algérie. Il rapprochera les prestations postales des étudiants et permettra à ces derniers l'accès à l'internet sans fil», a affirmé Moussa Benhamadi, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication. Pour sa part, Rachid Harraoubia, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a indiqué que «grâce à l'accès aux nouvelles technologies, via les différents réseaux, les étudiants pourront en profiter pour effectuer des recherches dans le cadre de leurs études. Cette opération permettra également un gain de temps, en permettant un accès plus rapide à l'information». Dans le même ordre d'idée, le ministre a évoqué le projet à caractère scientifique visant à doter les étudiants de micro-ordinateurs portables.

Rym Nasri

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Des mesures dédiées aux PME attendues

Une convention entre le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (MPTIC) et le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement (MIPPI) sera prochainement signée.

Objet de cette convention, des mesures spécifiques à la promotion des technologies de l'information et de la communication pour les PME. Il s'agit, selon M^{me} H. Atif, conseiller du MPTIC, de mieux développer l'utilisation des TIC au niveau des entreprises, dont le taux reste actuellement très faible.

Or, le ministère des TIC dispose, à ce sujet, de données non actualisées, dépassées, de l'aveu même de sa représentante même si M^{me} Atif évoque cependant une prise de conscience.

Et dans la mesure où un programme de développement de la société de l'information, e-Algérie avait été lancé. Pour autant, des solutions en matière de gestion et de logiciels ainsi que des mesures incitatives et de facilitation sont attendues en faveur des PME. M^{me} Atif intervenait hier lors d'une conférence de presse consa-

crée à la 20^e édition du Salon international de l'informatique, la bureautique et de la communication (Sicom 2011), prévue du 17 au 23 avril 2011, au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger.

Organisé sous le patronage des ministères de la Communication et des PTIC, en collaboration avec la Safex et la société Mira Cards Edition, le salon Sicom 2011 cible davantage de professionnalisation, développement de l'innovation et engouement

populaire. Plus de 100 000 visiteurs, plus de 120 exposants professionnels dont 70% opèrent dans l'informatique, dont une dizaine d'opérateurs étrangers, sont attendus.

Outre des conférences et des ateliers thématiques, des espaces de rencontres B to B pour les professionnels et un espace expo-vente pour le grand public sont prévus. Voire, un espace e-emploi sera mis à la disposition des demandeurs d'emploi.

C. B.

RECETTES DOUANIÈRES

Une hausse de 7% enregistrée en 2010

Une hausse de 7% des recettes douanières a été enregistrée en 2010, selon les Douanes nationales. Ces recettes ont atteint 492,2 milliards de dinars contre 460,2 milliards de dinars en 2009, en hausse de 6,97% selon le Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS relevant de la Direction générale des douanes).

Cette hausse s'explique, selon le CNIS, par l'amélioration du dispositif de contrôle mis en place par l'administration douanière. Il s'agit, selon les explications du CNIS, notamment du mécanisme du système des valeurs fourchettes et du renforcement des brigades mixtes des Douanes-Impôts-commerce.

Ce dispositif de contrôle a été renforcé davantage grâce aux interventions coordonnées avec les autres institutions (ministère du Commerce, Banque d'Algérie et services des Impôts) depuis le début de l'année 2010 et avec l'entrée en vigueur depuis janvier 2010 du numéro d'identification fiscale (NIF).

C. B. / APS